



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Visas délivrés aux ressortissants algériens

Question au Gouvernement n° 1784

Texte de la question

VISAS DÉLIVRÉS AUX RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

Mme la présidente . La parole est à Mme Edwige Diaz.

Mme Edwige Diaz . Je me fais le relais de très nombreux Français qui ont découvert avec effroi les déclarations de votre ambassadeur en Algérie. Dans un média local, il a annoncé que la France souhaitait délivrer 250 000 visas par an aux ressortissants algériens...

M. Pierre Cordier . Moi, je ne suis pas d'accord !

Mme Edwige Diaz— il y voit un pacte de réconciliation ; nous, un pacte de soumission. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Cette déclaration est économiquement suicidaire. Depuis que les macronistes sont au pouvoir, 260 000 premiers visas ont été délivrés à des Algériens, soit l'équivalent de la population de Bordeaux. De plus, 40 % des Algériens de plus de 15 ans ni ne travaillent, ni n'étudient, ni ne sont à la retraite. Pire, ils représentent 43 % des bénéficiaires de l'aide médicale de l'État. Et c'est sans compter le coût stratosphérique de l'aide publique au développement, des impayés aux hôpitaux, des fraudes aux pensions et aux prestations sociales, des étudiants qui n'étudient pas, des clandestins non expulsés, ainsi que de leurs frais de justice et d'hébergement. (*Mêmes mouvements.*)

Cette déclaration est aussi diplomatiquement délétère. Dès 2017, Emmanuel Macron s'est incliné à Alger devant le monument à la gloire des terroristes du FLN, avant d'être imité trois ans plus tard par Gérald Darmanin. Cette année encore, une ministre a participé à une manifestation antifrançaise en Algérie.

M. Jean-Philippe Tanguy . Quelle honte !

Mme Edwige Diaz . Monsieur le ministre de l'intérieur, les Français se posent une question : dans quel camp êtes-vous ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères . Madame la présidente, permettez-moi de dire devant la représentation nationale la solidarité du gouvernement avec les deux agents du Quai d'Orsay chargés des programmes de soutien à la population iranienne qui ont été brutalement menacés et violentés par des officiers de sécurité du régime. Cet acte gravissime ne restera pas sans conséquences.

M. Sylvain Maillard . Très bien !

M. Jean-Noël Barrot, ministre . Madame la députée, vous évoquez notre relation avec l'Algérie. Alors que la Coupe du monde de football vient de se terminer, vous auriez pu avoir un mot pour notre compatriote Christophe Gleizes.

M. Sylvain Maillard . Eh oui !

M. Julien Odoul . Répondez à la question !

M. Jean-Noël Barrot, ministre . Puisque vous ne l'avez pas fait, je signale que, grâce à notre mobilisation diplomatique, nous avons pu, hier, lui rendre une troisième visite consulaire depuis le début du mois de mai.

M. Kévin Pfeffer . Ça lui fait une belle jambe ! Vous auriez pu aussi bien lui apporter un verre d'eau !

M. Jean-Noël Barrot, ministre . En dépit de l'épreuve qu'il traverse, il va bien et a chargé les agents qui lui ont rendu visite de remercier les nombreux Français et Françaises qui lui adressent des encouragements par voie épistolaire.

M. Kévin Pfeffer . Faites-le libérer, plutôt !

M. Jean-Noël Barrot, ministre . J'en viens à la question des visas, d'abord en indiquant que, depuis que la crise a éclaté avec Alger, leur nombre a baissé de 20 % – c'est l'écart entre 2025 et 2024 –, principalement en raison de la restriction de notre réseau diplomatique décidée par le gouvernement algérien. Depuis, dans l'intérêt de la France et des Français, nous avons engagé une nouvelle dynamique avec les autorités algériennes, car nous avons des intérêts à défendre, en matière de politique migratoire, de sécurité ou de lutte contre le narcotrafic ou le terrorisme. Il n'y a aucun objectif chiffré. Notre politique ne répond à aucune logique de volume ou de quotas. Elle ne dépend que de l'appréciation de nos intérêts à défendre.

M. Julien Odoul . Eh bien, l'appréciation est très mauvaise !

M. Jean-Noël Barrot, ministre . Le réengagement avec l'Algérie est progressif, réversible et conditionné aux résultats que nous obtiendrons.

Mme la présidente . La parole est à Mme Edwige Diaz.

Mme Edwige Diaz . Si vous avez passé une minute à répondre à côté de la plaque, c'est parce que vous êtes très gêné par notre question et que, malgré vos acrobaties verbales, vous incarnez la capitulation, ainsi que tout le monde l'a compris. Nous, avec Marine et Jordan, nous avons d'autres ambitions (*Exclamations sur les bancs du groupe EPR*) : dénoncer les accords franco-algériens de 1968 (Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes RN et UDR), proposer un référendum sur l'immigration, en terminer avec la repentance. J'ai un message pour les 76 % de Français qui veulent suspendre l'octroi de visas aux Algériens et que vous ignorez : tenez bon, dans dix mois, c'est la renaissance ! (Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)

Données clés

Auteur : [Mme Edwige Diaz](#)

Circonscription : Gironde (11^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1784

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juillet 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 juillet 2026